

Fini, le nationalisme?

Louis Balthazar

Numéro 58, mai 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/47769ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Balthazar, L. (1985). Fini, le nationalisme? *Québec français*, (58), 24–27.

Fini, le nationalisme?

Il y a vingt-cinq ans éclatait la Révolution tranquille. Le 22 juin 1960, le Parti libéral de Jean Lesage était porté au pouvoir après avoir proclamé sur tous les tons dans une vibrante campagne électorale: «*C'est le temps que ça change!*» Jamais, dans notre histoire, un gouvernement n'a été aussi fidèle à ses promesses. Il faut dire qu'on ne nous a pas habitués à prendre au sérieux les promesses électorales; nous sommes plutôt portés à croire que «*plus ça change, plus c'est pareil*». Nous en savons quelque chose à l'heure actuelle! Mais en 1960, le changement a eu lieu: les premiers cent jours du gouvernement Lesage ont donné lieu à un torrent de réalisations qui allaient modifier profondément le visage de notre société québécoise.

Ce mouvement de réformes sociales et de modernisation fut bientôt accompagné d'un fort courant de nationalisme. C'est au nom de sa responsabilité particulière quant à l'émancipation d'un peuple francophone que le gouvernement du Québec se croyait légitimé d'intervenir de plus en plus dans la trame sociale du Québec et de revendiquer des pouvoirs plus larges auprès du gouvernement fédéral. Dès 1962, une campagne électorale adoptait le slogan «*Maitres chez nous*». Les écluses étaient ouvertes: le nationalisme québécois allait poursuivre son chemin partout comme une crue printanière. Au cours des quelque vingt années qui ont suivi, le mouvement nationaliste a été présent au cœur de notre société à tous les niveaux: politique, social, économique, juridique, éducatif, artistique...

louis balthazar

Et voici que, depuis 1980, la grande vague se résorbe peu à peu. Après l'enthousiasme de la campagne référendaire et les grandes désillusions qui ont suivi chez les partisans du OUI, la crise constitutionnelle de 1981, en dépit de sa gravité, n'a pas suscité la mobilisation d'énergie nationaliste à laquelle on aurait pu s'attendre. Un gouvernement nationaliste est réélu en 1981 mais il est fortement répudié par une bonne partie de sa clientèle dès l'année suivante. Tous les sondages révèlent un affaiblissement des positions nationalistes. Moins de Québécois sont favorables à l'indépendance du Québec, à la souveraineté-association et même à la revendication face au gouvernement central. Le nationalisme québécois n'est pas mort. Il se manifeste ici ou là sous des formes mitigées comme, par exemple, lors des élections fédérales du 4 septembre 1984. Mais, dans l'ensemble, tous s'accordent pour constater que le phénomène est à la baisse. Certains vont même jusqu'à prédire sa disparition. Qu'en est-il? Une analyse des facteurs qui ont contribué à l'affaiblissement du sentiment national m'incite à conclure que le nationalisme d'ici est voué plutôt à la résurgence qu'à la disparition.

Nationalisme de la majorité

Voyons d'abord de quoi il s'agit. Pour plusieurs, et notamment les dirigeants de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, le nationalisme québécois est essentiellement lié à la cause de l'indépendance: si l'on n'est pas vraiment favorable à l'accession prochaine du Québec à la souveraineté politique, on n'est pas vraiment nationaliste. Cette tendance à associer le nationalisme à une option particulière a été également notoire au sein du Parti québécois. Plusieurs des dirigeants de ce parti se sont souvent comportés comme s'il ne pouvait exister de nationalisme authentique en dehors des rangs de leur formation.

Pourtant, est-il possible de nier aussi allègrement qu'il ne se soit pas trouvé une certaine forme de nationalisme chez des fédéralistes qui entendent lutter pour assurer un statut particulier et une relative autonomie du Québec dans la Confédération canadienne? M. Claude Ryan n'est-il pas à sa façon un nationaliste? M. Pierre-Marc Johnson, qui représente l'aile néo-fédéraliste du Parti québécois, n'est-il pas aussi un authentique nationaliste en croyant devoir reprendre, plus de quinze ans après, la ligne de son père, feu Daniel Johnson? En répondant oui à ces questions, on est amené à donner au nationalisme québécois la définition la plus large possible. Ce phénomène recouvrirait toute volonté de considérer le Québec comme la première patrie des Québécois et d'assurer à cette patrie une certaine existence légale, que ce soit comme province «*pas comme les autres*» dans la fédération canadienne ou comme État souverain.

Si l'on accepte cette définition du nationalisme d'ici comme un attachement à la patrie québécoise qui est celui de la majorité des Québécois, ainsi qu'en témoignent tous les sondages, n'est-il pas tragique de constater que cette majorité québécoise n'a presque jamais eu l'occasion de s'exprimer au cours des années soixante-dix? Elle était constamment écartelée entre les positions de ses deux champions, Trudeau et Léves-



Un nationalisme discret

La majorité des Québécois désire toujours que leur gouvernement se voie reconnaître un certain statut national de la part du reste du Canada. Mais ils ont cessé de vouloir accorder à ce gouvernement le rôle essentiel qu'il s'était lui-même arrogé au début des années soixante. Il est bien connu que c'est au niveau d'un certain étatisme que le nationalisme québécois de la Révolution tranquille s'est manifesté. On avait amené la population à croire en l'État, à son dynamisme, à sa mission sociale, à voir en lui l'agent primordial du développement d'une société francophone en Amérique du Nord. Or, depuis quelques années, les Québécois sont devenus très sceptiques à l'endroit des vertus gouvernementales. L'État québécois a profondément déçu sa clientèle. Il n'a pu répondre à ce qu'on attendait de lui. C'est même devenu pour plusieurs sorte de monstre bureaucratique aliénant. On retrouve au Québec une application du phénomène du « cycle bureaucratique » propre aux nationalismes contemporains. Le nationalisme naît souvent d'une aliénation face à une machine bureaucratique impersonnelle dont une ethnie particulière se sent éliminée. On cherche alors à créer de nouvelles structures dans lesquelles cette ethnie pourrait se reconnaître jusqu'à ce que les nouvelles structures deviennent à leur tour étouffantes.

Cette désaffection à l'endroit de l'État québécois n'a pas épargné le nationalisme qui était comme accroché à l'action étatique. Les Québécois ont pourtant continué d'exister, avec leur culture propre, avec leur volonté de constituer une société francophone bien distincte des autres en Amérique du Nord. Leur nationalisme n'est pas disparu mais il s'est manifesté comme il a pu, hors de la structure étatique. Dans certains cas, dans la ligne du courant du « *Small is beautiful* », il s'est réfugié dans un engagement pour le patrimoine local, la fierté régionale. De façon plus générale, c'est le nationalisme économique qui semble succéder au nationalisme politique.



que, entre le fédéralisme centraliste et la souveraineté-association, alors qu'elle aurait voulu dire oui à un Québec à la fois autonome et partie intégrante du Canada. Voilà comment se définissait tant bien que mal le nationalisme majoritaire des Québécois francophones.

Cette position est-elle contradictoire, illogique, aberrante ? À gauche comme à droite, on l'a répété à satiété. Du côté des fédéralistes à la Trudeau, on a toujours affirmé bien haut qu'il n'y avait que deux options possibles : l'indépendance pure et simple ou le Canada des libéraux. Du côté du Parti québécois, on a aussi constamment décrié comme lâcheté, faiblesse, incohérence, illusion, l'attitude de ceux qui s'arrêtaient à mi-chemin entre le statu quo et l'indépendance. Autrement dit, les élites minoritaires mais influentes n'ont pas donné droit de cité à la tendance fondamentale du nationalisme québécois des années soixante qui était demeurée celle de la majorité silencieuse des années soixante-dix.

Faut-il s'étonner alors, si après l'échec de la question-compromis du référendum de 1980, le nationalisme québécois s'est essoufflé ? Il a été victime de l'emprise des indépendantistes qui n'ont pas pris le temps de se rendre compte que la majorité des Québécois n'étaient pas prêts à faire l'indépendance. Encore aujourd'hui, les membres du Parti québécois, qui ont l'oreille collée aux vœux de la population, se sont fait traiter par les « orthodoxes » d'opportunistes, traîtres à la cause, etc. Malgré tout, ce nationalisme est toujours vivant. Le Québec constitue toujours la première allégeance politique de ses citoyens.

En effet, le fruit le plus patent de la flambée nationaliste des vingt dernières années, c'est l'apparition d'une nouvelle classe sociale au Québec francophone, celle des hommes et femmes d'affaires. Aux élites traditionnelles des professions avaient succédé, au cours des années soixante, celles de la haute fonction publique, des universités, du syndicalisme. Depuis quelques années, c'est dans l'entreprise privée que se retrouvent les meilleurs talents et, en quelque sorte, le nouveau leadership québécois. La nationalisation des compagnies d'électricité en 1963 avait permis l'apparition d'une corporation francophone géante offrant un débouché aux administrateurs, aux cadres, aux ingénieurs de langue française. D'autres sociétés d'État, comme la Caisse de dépôt et de placement, SOQUEM, SOQUIP, etc., ont aussi offert une place au soleil aux diplômés des écoles d'administration. Mais, peu à peu, c'est vers de nouvelles entreprises privées créées par des francophones que se sont dirigés les jeunes Québécois prometteurs. Même la grande entreprise anglophone, à la faveur des lois de francisation, s'est montrée plus accueillante pour les francophones.

Or, ces jeunes hommes et femmes d'affaires québécois, même s'ils se sentent souvent plus enclins à accorder leur appui au Parti libéral du Québec qu'au Parti québécois, ont conservé un réflexe nationaliste. Ils ont même parfois développé un certain nationalisme à partir de leur expérience des milieux d'affaires canadiens. On a assisté, dit-on, à des batailles rangées pour l'acquisition d'une entreprise par des intérêts québécois ou pour des transactions



favorables au Québec. Cela paraît étonnant dans un milieu où l'on affirme facilement que l'argent n'a ni couleur, ni culture, ni langue. Il semble bien que tel n'est pas le cas dans le Canada contemporain. N'est-elle pas révélatrice cette réaction unanime d'un groupe important de gens d'affaires francophones contre le projet fédéral S-31 qui voulait contraindre les activités financières de la Caisse de dépôt et de placement en 1983 ?

Le nationalisme des milieux économiques n'est sans aucun doute pas aussi visible ni aussi sonore que celui auquel on s'était habitué sur la scène politique. Son orientation présente ne semble pas très claire ni très bien dessinée. Il faudra vérifier dans quelques années s'il s'agissait d'une tendance épisodique ou d'un mouvement fort. Chose certaine, il existe une fierté québécoise assez nette chez une bonne proportion des personnes œuvrant dans les milieux économiques.

Le nationalisme à papa

Malgré ce qui précède, il est un fait indéniable qui accuse l'affaiblissement du nationalisme québécois, c'est l'indifférence presque totale des jeunes à l'endroit de ce mouvement.

Dans les universités, le milieu que je connais le mieux, on constate une notoire absence d'intérêt quant à la question nationale. Je serais bien étonné qu'il en fut autrement chez les jeunes déjà intégrés au marché du travail. En décembre 1984, environ neuf sur dix des étudiants de premier cycle inscrits à un cours sur le nationalisme, et manifestant quelque intérêt intellectuel pour ce phénomène, se déclaraient absolument désengagés par rapport au nationalisme québécois. Des causes, comme celles de la paix dans le monde, la protection de l'environnement et la restructuration économique étaient beaucoup plus susceptibles d'éveiller leur intérêt personnel et de les amener à s'engager.

Pourquoi cette démobilisation des jeunes succédant à la ferveur agitée de la génération précédente ? Voici quelques tentatives d'explication.

D'abord, n'est-ce pas une réaction bien typique de la jeunesse que de répudier

les causes qui ont fait vibrer leurs aînés, surtout si ces causes apparaissent aussi caduques que le grand rêve avorté de l'indépendantisme des années soixante-dix ? Le « nationalisme à papa » n'intéresse pas nos fils. C'est bien normal.

« C'est votre affaire, ce n'est pas la nôtre », me déclarait un jeune étudiant qui n'avait pas droit de vote au référendum et qui fréquentait l'école primaire en 1970. Peut-on blâmer les jeunes de trouver bien vaines les folles équipées de leurs parents qui ont réclamé un McGill français, marché sur l'Assemblée nationale pour protester contre la loi 63 (qui reconnaissait l'anglais comme langue officielle au Québec), milité au sein du Parti québécois, célébré son élection le 15 novembre 1976, un peu comme s'il s'agissait du jour un de l'indépendance ? Qu'en est-il de tout cela ? peuvent-ils demander. On peut leur répondre, mais notre réponse, pour substantielle qu'elle soit, sera un peu pénible.

De plus, le nationalisme québécois occupe le pouvoir depuis 1976. Même s'il est injuste d'identifier un parti politique à l'émancipation nationale, il demeure qu'on a facilement confondu les deux au point de brûler le drapeau québécois en guise de réprobation du gouvernement du P.Q. Ce gouvernement, aux couleurs social-démocrates, dans les premières années, est apparu aux cours des années quatre-vingt, à tort ou à raison, comme répressif et parcimonieux. Il n'a guère suscité d'enthousiasme chez les jeunes depuis cinq ans. De toutes façons, les jeunes se rangent rarement du côté du pouvoir. Peut-on s'étonner qu'ils aient jeté le bébé avec l'eau de la baignoire et que le drapeau fleur-de-lysé ne les fasse plus vibrer ?

Il faut ajouter que ces jeunes n'ont pas vécu l'aliénation qui faisait monter la colère de leurs pères. Même à Montréal, rares sont les jeunes qui se sentent lésés par le pouvoir anglophone. La loi 101, succédant à la loi 22 de 1974, est en vigueur depuis 1977. En dépit de tous ses trous et de ses succès, cette loi a donné un visage français à Montréal. Il est plus difficile que jamais de faire prendre conscience aux jeunes de la « colonisation » du Québec ou des méfaits de notre minorisation au Canada. À tort ou à raison, ils se sentent bien à l'aise quant à leur culture québécoise (ou à ce qui leur en tient lieu).

Enfin, et c'est peut-être le facteur le plus important, cette génération est préoccupée de son avenir économique de façon quasi exclusive et obsessionnelle. Les jeunes ont le sentiment qu'il n'y a pas de place pour eux dans cette société et ils accusent volontiers les nationalistes syndicalisés de la Révolution tranquille d'avoir pris toute la place. Cette

accusation est peut-être injuste mais les jeunes ne peuvent qu'enregistrer le phénomène. Les emplois sont rares. Dites-leur qu'il en serait tout autrement dans un Québec souverain, ils ne vous croiront pas, et pour cause. Les mouvements nationalistes auront sans doute beaucoup de peine à conscrire cette jeunesse au cours des années qui viennent.

Conclusion

Si la jeunesse est imperméable au nationalisme, n'est-on pas en droit de conclure que ce phénomène est bel et bien voué à une mort lente et sûre ? Je ne le crois pas. Le nationalisme est réapparu dans notre histoire à plusieurs moments où on le croyait éteint (par exemple, 1840, 1960). Trois raisons particulières laissent entrevoir un retour en force à moyen ou à long terme.

Le grand stimulant du nationalisme des francophones canadiens a été le mépris de la part des anglophones ou, tout au moins, leur refus de reconnaître une véritable société francophone au Canada. Or, même si la situation s'est bien améliorée, et que nombre d'anglophones s'appliquent à l'apprentissage de la langue française, on assiste encore à un fanatisme antifrancophone au Canada. Témoins, les récentes manifestations du Manitoba et du Nouveau-Brunswick, la réticence de l'Ontario à devenir bilingue. Il semble même que les francophones acceptent et respectent beaucoup plus volontiers les anglophones que vice-versa. Il suffirait d'une flambée nouvelle d'hostilité de la part de nombreux anglophones pour redonner de la vigueur au nationalisme québécois chez les jeunes.

Il faut souligner aussi le nationalisme économique noté plus haut qui pourra éventuellement faire boule de neige, même chez les jeunes. L'économie québécoise, à la faveur du dynamisme des entreprises axées sur l'ensemble du marché nord-américain, deviendra de moins en moins dépendante de l'économie canadienne. Cette situation, conjuguée à la précédente, pourrait permettre de cueillir un jour la souveraineté comme un fruit mûr, s'il n'est pas trop tard.

Enfin, aussi longtemps que nous existons comme société francophone en Amérique du Nord et que nous serons attachés à l'identité québécoise (ce qui toutefois n'est pas promis), nous devrons éprouver les chocs et l'inconfort de notre situation minoritaire. Cette situation, presque inévitablement aliénante, aura toujours tendance à nous entraîner vers une forme ou l'autre de nationalisme.

Voilà pourquoi, pour le meilleur ou pour le pire, la condition québécoise paraît bien liée au nationalisme. ■